



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire
Présidence bulgare du
Conseil de l'Union européenne

Conférence interparlementaire sur la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

15 -17 Février 2018, Sofia

Contexte

Session III: PSDC - Mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE

La présentation de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE) en 2016 a déclenché une série de processus et d'activités liés à la mise en œuvre de ses buts et objectifs. La politique de sécurité et de défense commune est le domaine dans lequel les progrès dans la mise en œuvre de la stratégie ont été particulièrement remarquables. Lors du sommet de Bratislava en septembre 2016 et du Conseil européen de décembre 2016, un nouvel élan a été donné à la sécurité et à la défense extérieures européennes. Le plan de mise en œuvre de la SGUE sur la sécurité et la défense a été approuvé et la coopération entre l'UE et l'OTAN a commencé à prendre une nouvelle forme.

Le plan de mise en œuvre de la stratégie est axé sur trois priorités stratégiques : répondre aux conflits et aux crises externes, renforcer les capacités des partenaires et protéger l'UE et ses citoyens. Pour atteindre ces objectifs, des efforts concrets ont été déployés conjointement par les États membres et les institutions européennes tout au long de l'année 2017 pour: renforcer la coopération en matière de défense, renforcer l'efficacité, renforcer les capacités militaires de l'UE et améliorer les capacités de gestion des crises.

La mise en œuvre d'initiatives, découlant de la stratégie globale de l'UE, a des répercussions dans de nombreux domaines. Les trois directions principales sont: le renforcement de la coopération UE-OTAN ; le développement ultérieur des capacités de défense de l'UE; la cyberdéfense et les communications stratégiques.

Renforcer la coopération UE-OTAN dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Varsovie

La Déclaration commune, signée en Juillet 2016, a été suivie en Décembre 2016 par des propositions concrètes visant à approfondir la coopération UE - OTAN dans sept domaines : lutte contre les menaces hybrides; coopération opérationnelle, y compris en mer et sur les migrations; cybersécurité et défense; capacités de défense; industrie de



la défense et recherche; exercices; et soutenir les efforts de renforcement des capacités des partenaires de l'Est et du Sud.

Un nouveau paquet a été adopté le 5 décembre 2017, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et lors d'une réunion du Conseil de l'UE. L'UE et l'OTAN se sont mis d'accord sur 34 nouvelles actions dans le cadre de la mise en œuvre en cours de la déclaration commune de 2016. Ils approfondissent la coopération et étendent la coopération à de nouvelles questions, notamment la mobilité militaire, le partage d'informations dans la lutte contre le terrorisme et la promotion du rôle des femmes dans la paix et la sécurité.

L'approfondissement du partenariat stratégique avec l'OTAN et le travail sur de nouvelles mesures de coopération UE-OTAN, mettant en œuvre la déclaration de Varsovie, doivent continuer à prendre en compte l'importance du lien transatlantique et la défense collective de l'OTAN. Il est nécessaire de se doter de capacités européennes dans le domaine de la défense complémentaires à celles de l'OTAN et à sa défense collective, et d'arriver à un partage équitable des charges.

D'un autre côté, dans le contexte des défis sécuritaires des Balkans occidentaux et de la mer Noire, il est également important que leur intégration aboutisse à des résultats fructueux dans l'intérêt de la sécurité et de la coopération européennes.

Développement des capacités militaires de l'UE

Dans le cadre de la PSDC, la mise en œuvre des initiatives, découlant de la stratégie globale de l'UE, est de la plus haute importance pour le développement des capacités militaires de l'UE. Le développement de la Coopération structurée permanente (CSP) dans le domaine de la défense et le lancement réussi des premiers projets dans le cadre de celle-ci jouissent d'un grand intérêt politique et public. Cela devrait aller de pair avec le processus de l'examen annuel coordonné en matière de défense, et la mise en place du Fonds européen de défense.

Le lancement de la Coopération structurée permanente (CSP), en décembre 2017, par 25 États membres rapproche l'Union de son objectif visant à maximiser l'efficacité des dépenses pour la défense, à devenir un partenaire de sécurité internationale plus fort et à contribuer à la protection des citoyens européens. La CSP représente une coopération renforcée en matière de défense pour construire et utiliser des capacités conjointes en participant à des projets multinationaux. Un processus en vue d'affiner les bons projets pour lancer l'initiative est en cours. Les États membres ont fait des propositions dans six domaines différents des capacités de défense.



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire
Présidence bulgare du
Conseil de l'Union européenne

Dans le cadre du processus global, un essai a été lancé pour l'examen annuel coordonné de la défense (EACD), afin de fournir une meilleure vue d'ensemble des dépenses pour la défense, des investissements nationaux et des efforts de recherche au niveau de l'UE. L'objectif du EACD est de soutenir le développement des capacités nécessaires pour atteindre le niveau d'ambition de l'UE, approfondir la coopération en matière de défense et garantir une utilisation optimale des budgets pour la défense.

Le Fonds européen de défense (FED) a été créé en 2017. Un règlement relatif au programme européen de développement industriel de la défense (PEDID) devrait être finalisé dans le cadre du mandat de la présidence bulgare du Conseil de l'UE. L'adoption d'un règlement relatif à l'établissement d'un programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (PEDID), dans le cadre du volet « capacités » du Fonds européen de défense, devrait créer des opportunités pour tous les États membres de l'UE. Des incitations à la participation des petites et moyennes entreprises (PME) doivent être mises en place.

La capacité de planification et de conduite militaire (CPCM) a été créée au sein du personnel militaire de l'UE en juin 2017 dans le but d'améliorer la capacité de gestion de crise de l'UE et d'assurer une réaction plus efficace et plus cohérente de l'UE. Un élan supplémentaire a été donné au renforcement du dispositif de réaction rapide de l'UE, y compris aux groupements tactiques de l'UE et aux capacités civiles de l'UE. Afin de renforcer les capacités de réaction rapide de l'UE, les dirigeants de l'UE ont convenu le 22 juin 2017 de considérer le déploiement des groupements tactiques comme un coût commun. Le financement des groupements tactiques sera géré au niveau de l'UE par le biais du mécanisme Athéna sur une base permanente, ce dernier étant actuellement soumis à un processus de révision. En novembre 2017, le Conseil a réaffirmé la nécessité de renforcer les préparatifs du groupement tactique de l'UE, leur modulation et leur financement effectif, afin de faciliter la prise de décision politique sur leur déploiement. Les groupements tactiques font partie des capacités de réaction rapide de l'UE. La participation à ceux-ci est volontaire.

L'UE travaille également dans le but de développer les capacités civiles et d'améliorer la réactivité de la gestion civile des crises, y compris par la création éventuelle d'une capacité de réponse de base.

Cyberdéfense et communications stratégiques

L'UE renforce sa capacité opérationnelle dans le but de répondre collectivement aux incidents cybernétiques à grande échelle. La coopération est l'approche ultime pour développer un écosystème de cybersécurité de l'UE résilient et fiable et mettre en



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire
Présidence bulgare du
Conseil de l'Union européenne

pratique le paquet «cybersécurité» de la CE. L'harmonisation de la législation de l'UE et des États membres aidera à relever les défis de la cybersécurité.

Dans les communications stratégiques, l'objectif est de s'engager davantage avec les médias. Pour cela, il est nécessaire d'investir dans StratCom. D'un autre côté, la désinformation doit être identifiée rapidement et efficacement. Les communications stratégiques deviennent de plus en plus importantes en vue d'assurer de nouveaux progrès dans la lutte contre les menaces hybrides, ainsi qu'une meilleure coordination, la connaissance de la situation, la réponse aux crises et le renforcement de la résilience.